

La Contrerévolution en Algérie (1954-1962) Étude historique

par Martial François

Introduction

EN 1954, L'ALGÉRIE EST FRANÇAISE. Elle se compose de quatre ensembles : les trois grandes régions de la côte – Alger, Oran et Constantine –, et l'intérieur, le Sahara, appelé aussi Territoires du Sud. D'importants gisements de pétrole et de gaz viennent d'y être découverts. La population de cette Algérie française est constituée d'environ huit millions d'autochtones, Arabes et Kabyles, musulmans, et d'environ un million d'Européens, chrétiens ou juifs, appelés Pieds-Noirs, d'origine française, mais aussi espagnole, italienne et, grecque notamment, dont la plupart sont artisans, commerçants, petits fonctionnaires, ingénieurs. Les colons sont, parmi eux, relativement peu nombreux : 21 000, dont 120 seulement ont 200 ha ou plus ¹. D'après les lois de 1865, les musulmans peuvent, à condition de renoncer au statut coranique, bénéficier de la citoyenneté française et accéder à certaines fonctions civiles et militaires. Depuis 1947 un nouveau statut leur permet d'accéder à toutes les fonctions dans l'administration, les services publics, l'armée et la magistrature. La France métropolitaine a investi des sommes considérables pour construire un important réseau routier et ferroviaire, des aérodromes, des ports modernes, des lignes téléphoniques, des écoles, des lycées, une université, des hôpitaux. En dépit de ces éléments favorables d'ordre civil et économique, l'Algérie des années 1954-1962 est marquée par une association de facteurs conduisant à une très grande instabilité politique, à savoir : une communauté musulmane travaillée par les oulémas et la propagande anticoloniale-

1 — Voir Michel LE PARGNEUX : *Pétain-De Gaulle. Une autre vision de l'Histoire.*

liste d'origine soviétique, américaine et nationale-socialiste allemande ¹, un pouvoir politique ne gouvernant pas en vue du vrai bien commun, une population d'origine européenne désarmée, des personnes de bonne volonté tentant de réagir et enfin des agents de la subversion qui s'efforcent de canaliser la révolte populaire légitime pour l'annihiler.

Le 1^{er} novembre 1954, une série d'attentats du F.L.N. marque le début de la guerre d'Algérie, qui se termine par l'indépendance de cette terre française d'Afrique du Nord le 2 juillet 1962.

On désigne ici sous le terme de « *Contrerévolution* », l'ensemble des personnes ou des organisations qui se veulent catholiques, qui sont conscientes du combat des deux étendards et qui ont la volonté d'établir un État catholique.

La question à laquelle nous allons nous efforcer de répondre ici est la suivante : comment les contrerévolutionnaires ont-ils fait face, à la différence des autres partisans de l'Algérie française, à la subversion extérieure du F.L.N. et du pouvoir gaulliste et à la subversion intérieure des agents de la Révolution infiltrés parmi eux ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous décrirons dans un premier temps ce que fut la tendance contrerévolutionnaire au sein de la mouvance Algérie française, et nous étudierons dans un second temps son action lors du coup de force du 13 mai 1958 et des tentatives ultérieures de prise du pouvoir, de 1960 à 1962.

**

1 — Des liens certains existent entre le F.L.N. et le national-socialisme : d'abord, à travers Chékib Arslan, émir druze libanais qui exerça une très grande influence auprès des hommes ayant joué un rôle déterminant dans la rébellion anti-française, et qui avait lui-même noué des amitiés avec des dirigeants du III^e Reich (voir Jean BRUNE, dans les *Ecrits de Paris* d'octobre 1965, p. 57-59) ; ensuite, à travers Mohamed Saïd, adjoint de Belkacem Krim en Grande Kabylie, qui avait, pendant la deuxième guerre mondiale, le grade de lieutenant dans le *Sonderverband 287* de l'armée allemande, et qui fut parachuté en 1943 comme agent de l'*Abwehr* à Tebessa en Tunisie sur les arrières alliés (voir Philippe MASSON, *Generalfeldmarshall Erwin Rommel*, Paris, Editions du Porte-Glaive, 1991, 64 p., p. 41, et René BAIL, « *Guerre d'Algérie, volume I* », dans la collection « *20^e siècle, Histoire des grands conflits* », Paris, Trésors du Patrimoine, 1998, 81 p., p. 67) ; enfin, à travers Nasser, dont la radio au Caire, le jour de l'insurrection du F.L.N., le 1^{er} novembre 1954, proclamait, à 18 h, après les attentats : « *Frères, nous vous annonçons une bonne et grande nouvelle : l'Algérie a enfin repris loyalement la voie de l'arabisme. L'Algérie a engagé aujourd'hui une lutte grandiose pour la liberté et l'Islam. Aujourd'hui, cinquantième jour du mois de Rabii 1374 correspondant au 1^{er} novembre 1954 à 1h du matin, l'Algérie a commencé à vivre une vie honorable. Aujourd'hui, une puissante élite d'enfants libres algériens a déclenché l'insurrection de la liberté algérienne contre l'impérialisme français tyrannique en Afrique du Nord.* », et qui avait pour responsable de sa propagande Johannes von Leers, adjoint de Goebbels (voir Roger FALIGOT et Rémi KAUFFER, *Le Croissant et la Croix Gammée, les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, Paris, Albin Michel, 1990, 309 p.).

Les contre-révolutionnaires au sein de la mouvance « Algérie française »

Chez les Pieds-Noirs

On appelle communément « *mouvance Algérie française* », tous ceux qui s'opposent à l'indépendance de l'Algérie. Il existe après la Deuxième Guerre mondiale une importante mouvance patriotique en Algérie, qui se retrouve surtout au sein de l'Association Générale des Etudiants d'Algérie, dirigée par Pierre Lagailarde et dans l'Union et Fraternité Française, dirigée en Algérie par le D^r Bernard Lefèvre ¹ et le cabaretier Joseph Ortiz. Cette mouvance a pour bastions la ville d'Alger, notamment le quartier européen de Bab-el-Oued, ainsi que la ville d'Oran.

Les contre-révolutionnaires, quant à eux, s'organisent de façon autonome ². Ils sont très présents dans les campagnes, autour d'Alger, et dans le Constantinois. La grande organisation contre-révolutionnaire, qui compte environ 17 000 militants, est l'Union Française Nord-Africaine de Robert Martel ³, fondée en 1955, qui devient, après l'interdiction de l'U.F.N.A. le 5 juillet 1956, le Comité de Renaissance Française, organisation semi-clandestine. Robert Martel ⁴ est né le 5 janvier 1921 à Alger, il est issu d'une famille de colons installée depuis trois générations en Algérie. Il fait des études chez les Jésuites, au collège « *Notre-Dame d'Afrique* », puis il s'engage volontairement en 1940 au 1^{er} Régiment des Chasseurs d'Afrique. Il fait ensuite un séjour de six mois aux Chantiers de Jeunesse du Maréchal Pétain et un service de deux ans dans les Compagnies Sahariennes. C'est à

1 — Le D^r Bernard LEFÈVRE publie en 1959 un livre intéressant, de tendance corporatiste, intitulé *Sur le chemin de la Restauration* (Paris, N.E.L., 1959, 254 p.). Cet ouvrage développe des positions originales, en particulier sur la notion d'« *Empire corporatif* », même si, par ailleurs, il se fait, malheureusement, l'écho de théories créditistes, socialisantes (p. 226-227).

2 — Robert Martel suit ici la règle de ne rejoindre individuellement que des organisations catholiques, sous la direction de vrais chefs catholiques, rappelée par saint Pie X dans son encyclique *Singulari Quadam*. Les organisations catholiques peuvent travailler en cartel avec d'autres organisations non-catholiques, des militants catholiques peuvent appartenir conjointement à une association catholique et à une autre plus puissante non catholique, pourvu que rien dans les actes ou les discours ou les écrits des chefs de celle-ci soit en contradiction avec la doctrine de l'Église. En revanche, ce qu'il faut éviter ce sont des militants catholiques isolés au sein d'organisations non-catholiques.

3 — Sur la vie de Robert Martel, voir l'article de *Lectures Françaises* n°491 de mars 1998, p. 19 : « *In memoriam : Robert Martel* ». Voir aussi Claude MOUTON et Robert MARTEL : *La Contre-révolution en Algérie, le combat de Robert Martel et de ses amis* (Chiré-en-Montreuil, DPF, 1972, 675 p.), résumée par Claude MOUTON dans *Robert Martel. Un exemple de combat contre-révolutionnaire* contemporain (Argenteuil, Civitas, 2009, 32 p.) : beaucoup d'éléments de cet article sont repris de cette plaquette.

4 — Voir Henry COSTON, *Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*, Caen, Publications H.C., 1990, 629 p., p. 217.

cette occasion qu'il découvre la vie et la tombe du père de Foucauld ¹. Finalement, il débarque en Italie et fait toute la campagne de France dans la Première Armée du général de Lattre de Tassigny. En 1954 devant les exactions et assassinats du F.L.N., Robert Martel décide de constituer un groupe d'autodéfense, avec les chasseurs de sa commune. Puis, il bat la campagne, regroupe des petits colons et monte à l'assaut d'Alger-la-Blanche. Ce paysan est vite surnommé « *le Chouan de la Mitidja* » – la plaine autour d'Alger. Il s'impose rapidement dans une large partie du peuple pied-noir : des commerçants, des artisans, des membres des professions libérales, des professeurs, rallient son mouvement. Comme il parle souvent du père de Foucauld, des insignes stylisés du Sacré-Cœur se mettent à fleurir sur les murs d'Alger, aux boutonniers des militants, sur certains drapeaux, sans toutefois que Robert Martel ait jamais donné un ordre pour cela.

Une partie des civils pieds-noirs est organisée de façon paramilitaire au sein de formations armées, qui se sont développées en association avec le pouvoir politique et le pouvoir militaire : le Dispositif de Protection Urbaine à Alger et les Unités Territoriales ² ailleurs, qui comptent des milliers d'hommes armés dans toute l'Algérie – 10 000 hommes à Oran –, dont une Unité Territoriale Blindée. Cette militarisation des civils, qui est l'œuvre, sur la ville d'Alger, du colonel Roger Trinquier, s'est effectuée de façon très simple ³ :

Puisqu'il s'était avéré qu'aucune force de police n'était en mesure de protéger les habitants partout menacés, il était nécessaire de les faire participer eux-mêmes à leur propre défense. Il fallait donc les faire entrer dans une organisation capable de coopérer activement et en permanence à la lutte contre le terrorisme en liaison avec les forces du maintien de l'ordre.

C'est ainsi que fut officiellement créé le dispositif de protection urbaine, le D.P.U., par un arrêté du préfet d'Alger, approuvé par le ministre Résident. La mise en place fut simple et rapide. Toutes les organisations d'anciens combattants d'Algérie nous avaient offert leur concours. Certaines, poussées par les événements, s'étaient déjà engagées dans des actions individuelles et dangereuses de contre-terrorisme incontrôlé. Il était donc préférable de canaliser et de mettre à profit toutes les bonnes volontés en vue d'une action commune.

Je proposai donc de mettre à la tête de cette organisation deux présidents d'associations d'anciens combattants qui me parurent les plus capables et les plus dévoués. Ils désignèrent par arrondissement un chef d'arrondissement et deux adjoints. Puis, en liaison avec les commissaires de police, les arrondisse-

¹ — Sur la vie du père de Foucauld, lire René BAZIN, *Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite au Sahara*, Paris, Plon, 1947, 489 p.

² — Initialement créées par les autorités officielles, les U.T. deviennent rapidement de fait un État dans l'État. Le 13 mai 1958, ce sont leurs blindés qui enfoncent les portes du Gouvernement Général.

³ — Colonel Roger TRINQUIER, *Le coup d'État du 13 mai*, Paris, L'Esprit Nouveau, 1962, 269 p., p. 32-33.

ments furent découpés en îlots, à la tête desquels furent placés des chefs d'îlots et plusieurs adjoints. Enfin ceux-ci désignèrent pour chaque building, un chef et un nombre d'adjoints suffisants pour assurer une surveillance permanente du building et de ses environs. Un statut des membres du D.P.U. fut étudié par le directeur de cabinet du préfet.

Ils devaient en principe recevoir une autorisation de port d'armes et certaines garanties en cas d'accident en service commandé.

En dépit des embûches inlassablement semées, le dispositif se mit en place. Lorsque tous les buildings furent équipés, ses effectifs atteignirent 7 500 hommes.

[...] Le D.P.U. se révéla rapidement comme un merveilleux instrument de lutte antiterroriste. Rien ne pouvait échapper à l'activité de ses membres. Tout inconnu entrant dans un building était immédiatement signalé. Lorsque Larbi Ben Mihidi, le chef le plus dangereux de la rébellion, décida de quitter la casbah pour occuper un petit appartement dans un building européen, il fut immédiatement repéré ; signalé dès le lendemain de son installation à la compagnie du 3^e R.P.C. du quartier, il fut immédiatement arrêté.

En outre, chaque fois qu'une manifestation importante était prévue, en particulier après les attentats des lampadaires et du Casino de la Corniche qui avaient fait plusieurs centaines de victimes, ils se joignaient aux manifestants, en prenant la tête et s'efforçaient de les canaliser, afin que la manifestation ne dégénère pas en émeutes ou en ratonades.

C'était enfin un instrument de propagande de choix. Par le canal du D.P.U., les mots d'ordre pouvaient être rapidement diffusés. C'est ainsi qu'il fut facile de combattre la campagne de diffamation lancée contre le général Salan. Il avait suffi de distribuer à chacun des membres une fiche rappelant dans ses grandes lignes sa carrière pour réduire à néant les calomnies dont il était l'objet.

Chez les militaires

L'armée a l'impression d'avoir été trahie en Indochine par les politiciens de la métropole. Soucieuse de conserver l'Algérie à la France, elle mène sur le terrain une lutte très efficace contre le F.L.N., qui, de fait, est militairement vaincu. Mais la majorité des militaires de métier n'est pas formée doctrinalement à la Contrerévolution. Il existe certes des officiers contrerévolutionnaires, mais ils sont trop peu nombreux pour pouvoir peser efficacement. Ces officiers sont plutôt proches de la Cité Catholique de Jean Ousset ¹ : ainsi, le capitaine de chasseurs Gérard de Cathelineau

¹ — Notamment au 5^e Bureau d'Action Psychologique. D'après Madeleine GARRIGOU-LAGRANGE, le colonel Goussault, qui prend, vers la fin de 1956, la direction de ce Bureau, son adjoint le lieutenant-colonel Feaugeas et le commandant Cogniet appartiennent tous les trois à la Cité Catholique et diffusent activement *Verbe* (voir Revue *Esprit* de novembre 1959).

(1921-1957) ¹, descendant direct du chef vendéen du même nom, contrerévolutionnaire de tradition, qui écrit, dans une note qui paraît dans *Verbe* d'août-septembre 1957, sous la forme d'un article intitulé « *Le rôle d'un animateur en unité opérationnelle* » :

L'Action psychologique dans l'Armée est à l'ordre du jour. Elle dispose d'un service officiel au ministère des Forces armées et son but essentiel est d'opposer à la foi marxiste une foi nationale. Or, il est devenu évident qu'il n'y a de fondement sérieux à cette foi nationale que dans un patriotisme authentique, prenant racine à la lumière des doctrines de l'Église. La Cité Catholique n'a pas d'autre but que de rayonner cette lumière. Elle est pour les cadres de notre armée et de notre jeunesse l'instrument providentiel qui ouvre à notre volonté toutes les espérances.

Dans son livre *Feux et lumières sur ma trace* ², le colonel Chateau-Jobert (1912-2005) témoigne de même :

Je fus grandement aidé, à l'époque, par une rencontre avec deux jeunes gens dont la formation idéologique était singulièrement solide alors que la mienne n'était que balbutiante. Nous nous retrouvions pour discuter de questions toutes neuves pour moi. Cette petite cellule de travail me paraissait un peu austère mais elle eut un résultat concret en me mettant en main un livre véritablement exceptionnel, de M. Ousset : *Pour qu'Il règne*.

Malheureusement la liaison ne s'établit pas entre Robert Martel et ce petit groupe de militaires contrerévolutionnaires (sauf avec le colonel Chateau-Jobert, mais tardivement), pas plus d'ailleurs qu'avec le bureau directeur de la Cité Catholique en France.

Parmi les autres composantes de la mouvance « Algérie française »

Au sein de l'Église en Algérie existent des personnalités de choc, favorables à l'Algérie française, influentes sur les Pieds-Noirs et estimées des populations musulmanes, qu'ils cherchent à convertir ³, notamment en leur

¹ — Voir Michel GASNIER, o.p., *Un officier français : Gérard de Cathelineau*, Paris, N.E.L., 1960, 221 p. (le capitaine de Cathelineau meurt au champ d'honneur en Kabylie, le 12 juillet 1957).

² — Colonel CHATEAU-JOBERT, *Feux et lumières sur ma trace, faits de guerre et de paix*, Paris, Presses de la Cité, 1978, 350 p., p. 245.

³ — Suivant en cela les encouragements des premiers évêques de l'Algérie Française (voir la belle prière de M^{sr} Pavy, second évêque d'Alger (1858), pour la conversion des musulmans : « Ô Cœur Saint et Immaculé de Marie, si plein de miséricorde, soyez touché de l'aveuglement et de la profonde misère des Musulmans. Vous, la Mère de Dieu fait homme, obtenez-leur la connaissance de notre Sainte Religion, la grâce de l'embrasser et de la pratiquer fidèlement, afin que, par votre puissante intercession, nous soyons tous réunis dans la même foi, la même espérance et le même amour de votre divin Fils, Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui a été crucifié et qui est mort pour le salut de tous les hommes, et qui, ressuscité plein de gloire, règne en l'unité du Père et

redonnant le sens de leurs racines latines et chrétiennes. Parmi ces bons prêtres, sont particulièrement connus : l'abbé Serralda, et le père Avril.

L'abbé Vincent Serralda, né au pied de l'Atlas d'une famille de pionniers, a fait ses études au séminaire d'Alger et il est ordonné prêtre en 1930. Il rejoint l'Armée d'Afrique en 1942, est affecté au service de santé, puis devient aumônier militaire. Il fait la campagne de Tunisie, puis celle de France. Il est successivement vicaire à la cathédrale d'Alger, et curé de diverses paroisses. En 1955, il défend avec véhémence ses compatriotes d'Algérie contre l'autorité diocésaine. En 1962, la trahison du chef de l'État et une attaque au revolver l'obligent à quitter son Algérie natale ¹.

Le père Maurice Avril est né à Oran en 1923. Il est mobilisé en 1943 dans l'Armée d'Afrique, puis il intègre la Congrégation des Lazaristes en mai 1945 et il reçoit l'ordination en 1948. En 1949, il est nommé directeur du séminaire d'Oran, puis, quelques années plus tard du séminaire de Constantine. En 1958, il fonde « *l'œuvre des séjours d'été en France des petits Harkis orphelins ou nécessiteux* ». En 1960, il fonde le petit séminaire de Bône. En 1962, devant l'abandon de l'Algérie française par le pouvoir gaulliste, il quitte définitivement l'Algérie, avec 130 enfants, séminaristes et fils et filles de Harkis ².

Ces prêtres s'opposent avec force aux chrétiens progressistes, favorables à l'indépendance de l'Algérie et cela jusqu'aux plus hauts sommets de la Hiérarchie. Le témoignage du père Avril, dépêché à Rome en avril 1961 par des personnalités de l'Algérie française auprès de la Secrétairerie d'Etat, est éloquent à ce sujet. Le père Avril rapporte le dialogue suivant entre lui-même et M^{gr} Martin :

P. Avril : Que pense la sainte Église de la guerre d'Algérie ?

Mgr : Ce qu'en pense Mgr Duval qui a toute notre confiance et tous nos encouragements

P.A. : Et le Christianisme, sorti du borbier avec l'arrivée de la France chrétienne. Il est en marche pour retrouver sa vigueur des trois premiers siècles : les lieux de culte se multiplient, le nombre de vocations ne cesse de s'accroître, les

du Saint-Esprit, dans les siècles des siècles. Ainsi soit-il. ». Cette prière peut être complétée par l'invocation suivante, de M^{gr} Leynaud (1920) : « *Ô Marie, conçue sans péché, priez pour nous. Notre-Dame d'Afrique, priez pour nous, pour les Musulmans, pour les Juifs et tous les autres infidèles. Consolatrice des affligés, priez pour nous.* »

¹ — Réfugié à Paris, il devient vicaire à Saint-Nicolas-du-Chardonnet en 1964, qu'il quitte en 1968, en raison de son opposition au curé qui diffuse des revues prétendument catholiques calomniant la Chrétienté d'Afrique du Nord. Il finit enfin par pouvoir exercer normalement son sacerdoce auprès de Mgr Ducaud-Bourget. Il est l'auteur, en collaboration avec André HUARD, d'un ouvrage intitulé *Le Berbère, lumière de l'Occident*, Paris, N.E.L., 1990, 191 p.

² — Dont les familles – pour celles qui auront échappé au couteau des égorgeurs – le rejoindront par la suite et demanderont, pour la plupart, le baptême. A partir de cette date, il se consacre aux Harkis et à leur évangélisation, puis il lance l'Opération-Bethléem, pour aider les chrétiens de Terre Sainte et, à partir de 1991, l'Opération-Liban, qui aboutit à la fondation d'une école, à Assia, l'École de l'Ave Maria.

œuvres sont en plein essor. Cette florissante chrétienté risque d'être balayée par un Islam débridé, fort de la complicité de l'Occident et du Vatican.

Mgr : Ce ne sera ni le premier ni le seul pays dans ce cas. Nous entretenons d'ailleurs d'excellentes relations avec les pays musulmans.

P.A. : Mais le communisme, aux aguets dans les coulisses, va pouvoir se précipiter sur la scène !

Mgr : Nous entretenons également les meilleures relations avec les pays communistes.

P.A. : Et les chrétiens, acculés à tout perdre, à s'expatrier, et à souffrir !

Mgr : Ce ne sera pas la première fois...

Le père Avril ajoute : « Je suis sorti précipitamment en sanglotant ¹. »

Parmi les autres fervents soutiens de l'Algérie française, mentionnons, en métropole, les anciens combattants de l'A.C.U.F.², les royalistes de la Restauration Nationale, Pierre Sidos et Jeune Nation, Tixier-Vignancourt et son Rassemblement National, Poujade et l'Union et Fraternité Française, le Centre National des Indépendants et Paysans.

Enfin, sont d'ardents défenseurs de l'Algérie française les Arabes et les Kabyles fidèles à la France, organisés en milices d'autodéfense locales appuyées par l'armée et basées sur les chefs traditionnels locaux : les Harkis, dont le chef le plus éminent et le plus connu est le Bachaga Boualam.

Les contrerévolutionnaires dans l'action : le 13 mai 1958

Un coup de force réussi

Plusieurs groupes sont en présence.

Un premier groupe est formé par les gaullistes – avec Delbecque et Neuwirth, notamment –, qui veulent ramener De Gaulle à la tête de l'État.

Un deuxième groupe est composé par le D^r Martin³ et les généraux Chérière et Chassin, qui envisagent un coup de force soigneusement pré-

¹ — Père Maurice AVRIL, *La XII^e Croisade*, Salérans, 1990, 201 p., p. 41. Entre 1961 et 1981, ce même M^{sr} Martin, devenu Préfet de la Maison Pontificale, a dû évoluer, car il a aidé Claude Mouton dans l'affaire de Loublande.

² — L'A.C.U.F. est fondée en 1947 par les premiers rapatriés du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. Elle regroupe ensuite tous ceux qui ont combattu depuis 1945, en Indochine, à Madagascar, en Corée, en Afrique du Nord et sur tous les théâtres d'opérations extérieurs.

³ — Le D^r Henri Martin avait appartenu à la fin des années 1930 à la Cagoule, organisation clandestine de civils patriotes, inquiets de l'arrivée au pouvoir des communistes et se tenant prêts à faire face au déclenchement d'un coup d'État ou d'une guerre civile par ceux-ci. Le D^r Martin est à cette époque le chef du 2^e bureau de la Cagoule, celui du renseignement. Après la défaite, il rejoint la Résistance nationale, est arrêté en 1942, s'évade de son

paré sur le papier ¹. Les troupes de choc sont, dans ce plan, fournies par Robert Martel. Le but est l'instauration d'« un État chrétien, corporatif et décentralisé », sur le modèle du Portugal de Salazar. L'organigramme de direction, dit « grand O » se décline de la façon suivante : au sommet, le D^r Henri Martin, dit « grand V », en dessous de lui, le général Chérière, ami d'avant la Deuxième Guerre mondiale du D^r Martin, dit « grand A », et le général Chassin, dit « grand B ». Le scénario prévu est le suivant : à l'occasion d'une nouvelle crise politique, les militants contrerévolutionnaires occuperont les points stratégiques d'Alger, feront basculer l'armée au sein de laquelle ont été pris des contacts, notamment chez les officiers parachutistes ayant servi en Indochine. Le général Chérière annoncera alors depuis le bâtiment du gouvernement général d'Alger qu'il prend le pouvoir. Puis, en métropole, le général Chassin s'emparera de la manufacture d'armes de Saint-Etienne et prendra le contrôle de Lyon. Le soulèvement communiste qui suivra conduira à la levée en masse des Européens d'Algérie, qui, encadrés par les unités parachutistes, débarqueront en métropole, appuyés sur place par les soldats du général Roger Miquel, commandant la région militaire de Toulouse. C'est alors que le général Chérière arrivera d'Alger à Lyon, remontera la vallée du Rhône, jusqu'à Paris, où les hommes de l'A.C.U.F. contrôleront les lieux stratégiques. Là, le nouveau régime sera proclamé.

Un troisième groupe est constitué par Robert Martel et ses amis, certes liés au D^r Martin, mais plus pragmatiques et qui veulent simplement porter l'armée au pouvoir ².

Le 12 mai au soir, le D^r Bernard Lefèvre réunit Pierre Lagaille, Robert Martel, Joseph Ortiz et quelques autres pour préparer une insurrection. Sous l'influence du gaulliste Delbecq, Joseph Ortiz veut attaquer le commissariat central ce qui va déclencher la guerre civile. Robert Martel, qui veut au contraire l'éviter, propose de s'emparer plutôt du gouvernement général. Pierre Lagaille se rallie à cette idée. Robert Martel décide alors d'agir seul, avec ses hommes et ceux de Pierre Lagaille. Dès le matin du 13, il rassemble ses troupes et informe les conjurés qu'il faut

camp de détention et rejoint le maquis. Pendant la guerre d'Algérie, il participe à la « semaine des barricades », au putsch des généraux. Finalement arrêté par la police gaulliste en 1963, il est condamné à 10 ans de réclusion et meurt en 1969. Il est le père de Danièle Martin, l'épouse de Pierre de Villemarest.

1 — Sur le complot du D^r Martin, voir Merry et Serge BROMBERGER, *Les 13 complots du 13 mai*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1959, 443 p., p. 208-209 ; Colonel CHATEAU-JOBERT, *Feux et lumières sur ma trace, faits de guerre et de paix*, *ibid.* ; Olivier DARD, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2007, Réed. 2010, 533 p., Coll. « Tempus » ; général Roger MIQUEL, *Opération Résurrection, le 13 Mai en Métropole*, Paris, Ed. France-Empire, 1975, 208 p., p. 55-56 ; Claude MOUTON et Robert MARTEL, *La Contrerévolution en Algérie, le combat de Robert Martel et de ses amis*, *ibid.* Cette opération « Résurrection » est en définitive récupérée par De Gaulle, à son profit exclusif, grâce à l'habileté manœuvrière des gaullistes.

2 — *La Contrerévolution en Algérie*, *ibid.*, p. 189.

jouer le tout pour le tout dans le but de forcer l'armée à prendre le pouvoir, d'empêcher la guerre civile et de faire barrage à De Gaulle.

Le coup de force est organisé rapidement et il réussit, ce qui est déjà inouï en soi et inédit : le Gouvernement Général est pris d'assaut par les troupes de Robert Martel, Pierre Lagaille et Joseph Ortiz, qui s'est finalement rallié au point de vue de Robert Martel. Toutes les forces militaires d'Algérie se trouvent rapidement engagées dans le putsch, sous la direction du général Salan, qui remplace le général Chérière, qui a fait défection ¹. Et c'est un succès, le « *miracle du 13 mai* ». Robert Martel fait vaciller le système. La IV^e République s'effondre, le pouvoir tombe dans les mains de l'Armée. Des milliers de musulmans, qui avaient douté de la France, se précipitent sur le forum dans une unité retrouvée avec les Européens.

Quatre éléments ont permis le succès du plan de Martel le 13 mai, à savoir : une certaine désorganisation des gaullistes qui employaient des relais qui les ont lâchés (Joseph Ortiz a suivi Robert Martel et Pierre Lagaille au lieu d'attaquer le commissariat central) ; le grand nombre de militants dont disposait Robert Martel qui, joints à ceux de Pierre Lagaille, ont empêché toute réaction efficace des forces de l'ordre et persuadé les généraux d'Alger de les suivre ; l'attitude résolue de Robert Martel - décision d'agir prise le 12 vers 22 h, mise à exécution le 13 à 18 h -, qui a empêché l'ennemi d'y faire obstacle faute de temps pour réagir ; la population européenne d'Algérie, globalement favorable au coup de force (les militants de Robert Martel sont comme des poissons dans l'eau).

La confiscation du coup d'État par De Gaulle

Mais le coup d'État est confisqué par De Gaulle. Alors que la Contrerévolution, a réussi à abattre la IV^e République, elle ne parvient pas à prendre le pouvoir.

En effet, les généraux de l'État-major en place, à savoir Massu et Salan, qui ne savent que faire du pouvoir, se tournent vers les membres de la minorité gaulliste, en particulier Delbecque et Neuwirth, qui neutralisent l'influence de Robert Martel, et font dévier le plan initialement prévu, en faisant en sorte que le général qui prenne le pouvoir en France ne soit pas le général Salan, mais le général De Gaulle.

Finalement, le général Raoul Salan, sous l'influence de Delbecque, finit par crier, depuis le balcon du gouvernement général, après beaucoup d'hésitation : « *Vive De Gaulle !* ». Il s'en repentit énormément par la suite, mais le mal était fait ².

¹ — Les militaires impliqués dans le complot du D^r Martin en France métropolitaine sont arrêtés par la police du régime le 13 mai, vers 18 h, ou contraints de plonger dans la clandestinité.

² — De Gaulle, alors qu'il était dans son for intérieur, comme il l'a avoué plus tard,

La victoire gaulliste n'est pas cependant immédiate, car d'une part dans cette atmosphère de victoire la plupart des officiers français, encore sous le coup du miracle, prêtent serment devant la statue de sainte Jeanne d'Arc que jamais l'Algérie ne sera séparée de la France ¹, et d'autre part, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, le Comité de Salut Public Algérie-Sahara qui vient de prendre le pouvoir et dont Robert Martel est vice-président, adopte majoritairement une « *Charte du 13 mai* », présentée par l'un des membres du C.S.P., le docteur Bernard Lefèvre. Cette Charte réclame : l'abolition des partis politiques, et l'instauration d'un État chrétien, corporatif et décentralisé. La doctrine couronne l'action de Robert Martel et enfonce un coin au sein de la Révolution. « *L'abolition des partis* » est une idée qui séduit les militaires. Quant aux musulmans, ils voient, grâce au mot « *chrétien* », que la France n'est pas un pays athée. Enfin, la décentralisation envisagée octroyée par un État chrétien – donc, dont les vues sont d'évangéliser –, permet d'éviter le danger d'une islamisation de la France et est à même de rassurer les Pieds-Noirs et les Français de métropole.

Le 4 juin 1958, placé devant la Charte du 13 mai qui lui est remise au Palais d'Été, où il salue un à un les membres du Comité de Salut Public, y compris Robert Martel, qui parvient difficilement à se maîtriser, De Gaulle garde le silence. Puis, il lance du balcon du gouvernement général son fameux : « *Je vous ai compris* », affirmant qu'il n'y a plus désormais en Algérie « *qu'une seule catégorie de Français* », affirmation démagogique qui déchaîne la liesse des foules massées sur le forum et isole sur le coup la Contrerévolution. En effet, concernant la question de la nationalité, les conceptions de Robert Martel sont celles du père de Foucauld : « *Pour en faire des Français, il faut d'abord en faire des chrétiens* » (cela avait été autrefois l'attitude de la France chrétienne dans ses anciennes colonies d'Amérique par exemple).

C'est dans ce contexte que survient la campagne pour le référendum pour le changement de constitution en septembre 1958. Comme il fallait s'y attendre, la constitution de 1958 commence par le préambule : « *La France est une République laïque* ». Robert Martel jette alors violemment sa démission du Comité de Salut Public Algérie-Sahara ².

pour l'indépendance de l'Algérie, répète au cours de ses voyages à travers l'Algérie, le slogan « *Algérie française* », laisse entendre qu'il n'y a plus que des Français « *de Dunkerque à Tamarrasset* », donne à l'Armée des moyens massifs pour éradiquer la rébellion, ce qu'elle fait victorieusement, et lance « *le plan de Constantine* » pour poursuivre le développement matériel de l'Algérie, alors qu'il s'appête à négocier secrètement avec les chefs FLN basés à l'étranger, et donc à abandonner les Pieds-Noirs, l'Armée, les Harkis. Comment expliquer cette attitude paradoxale ? Peut-être par un rêve à la Tito : prendre, à titre personnel, sur un plan planétaire, la tête du Tiers-Monde comme troisième composante entre l'Est et l'Ouest.

¹ — Cette statue était érigée non loin du Gouvernement Général de l'Algérie et du forum, devant la Grande Poste d'Alger. Abimée par le FLN lors de l'indépendance, elle fut malgré tout transportée et restaurée en France. Elle se trouve actuellement sur la place de l'Hôtel de Ville de Vaucouleurs, d'où Jeanne partit pour son épopée.

² — Lire à ce sujet leur admirable lettre de démission du C.S.P., adressée au général

Les contrerévolutionnaires dans l'action de 1960 à 1962

La semaine des barricades de janvier 1960
ou l'échec de l'insurrection des civils

La mouvance Algérie française se réorganise après l'échec du 13 mai 1958.

Robert Martel reconstitue son mouvement qu'il intègre au Mouvement Populaire du 13 Mai. Il s'efforce d'implanter celui-ci désormais non seulement en Algérie mais aussi en France où il tient réunions sur réunions dans les villes aussi bien que dans les campagnes. Le M.P. 13 met en place, par ailleurs, des associations professionnelles de type corporatif, comme le Comité National des Métiers Libres et le Comité National Paysan. Robert Martel se bat pour le bien commun d'un peuple qu'il aime et qu'il connaît, et pour cela, il s'attache à la conquête des cœurs par une saine propagande n'hésitant pas à utiliser les moyens contemporains pour diffuser massivement ses prises de position politiques - tracts lancés par avion par exemple ¹.

Parallèlement, et de façon concurrente, Joseph Ortiz lance un Front National Français et envisage, à partir de l'automne 1959, un plan d'envergure. Il s'agit de préparer pour Pâques 1960 une occupation d'Alger, point fort de l'implantation de son mouvement, par ses militants appuyés par des régiments parachutistes sûrs, et de proclamer Challe chef d'un nouveau gouvernement de salut public. Parallèlement des coups de force sont prévus en métropole, épaulés par des militaires venus d'Algérie ².

Le problème est que l'opération se déclenche prématurément : le général Massu donne le 23 janvier au colonel Argoud son feu vert pour que le Front National Français lance sur Alger des manifestations violentes, alors que lui-même refuse de donner aux éléments militaires impliqués dans la conjuration des consignes de marcher. Il lance donc sciemment les civils dans la bataille en les coupant de leurs soutiens militaires. Le processus est de fait désarticulé. Le 24 janvier, donc, les militants des Unités Territoriales, armés, descendent dans les rues d'Alger, soutenus par une foule de 15 000 civils, avec peu de femmes et d'enfants, du fait des risques courus. Les militants d'Ortiz édifient des barricades pour marquer leur volonté de

Massu, publiée dans Henry COSTON : *Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*, *ibid.*, p. 218-219, et dans *Lectures Françaises* n°491 de mars 1998, p. 23-24.

¹ — Grâce à ces efforts pour avoir constamment le soutien de la population, Robert Martel est comme un poisson dans l'eau dans le milieu géographique et professionnel dans lequel il évolue : c'est la raison pour laquelle il parvient ensuite à se cacher pendant deux ans et demi dans la plaine de la Mitidja, et cacher des militaires, dont deux généraux passés à la clandestinité.

² — Beaucoup d'éléments sont tirés ici du livre de François DUPRAT, *Les mouvements d'extrême-droite en France de 1944 à 1971*, Éditions de l'Homme Libre, 1998, 195 p.

rester sur place. Les gendarmes mobiles chargent et, à la suite d'un coup de feu parti d'on ne sait où, une fusillade éclate faisant 14 morts chez les gendarmes et 6 chez les manifestants. Le résultat est de dresser immédiatement face à face une grande partie de la gendarmerie et les défenseurs de l'Algérie française, ouvrant ainsi une fracture entre des forces jusque-là unies contre les rebelles du F.L.N.

Après ce drame, les insurgés en restent à une stratégie défensive, sur leurs positions, pendant une semaine ¹. Par ailleurs, les chefs se divisent : d'un côté, Pierre Lagaillarde et Robert Martel, qui a rejoint les insurgés afin de montrer qu'il ne se désolidarise pas de l'action engagée ; de l'autre, Joseph Ortiz. Finalement, les chefs des Unités Territoriales abandonnent le combat, sous prétexte d'obéissance. Et le camp retranché finit par se rendre.

L'échec du camp retranché rend facile la réaction gaulliste et conduit à la dissolution des organisations politiques et militaires des civils : Mouvement Populaire du 13 Mai, Front National Français, Unités Territoriales. La résistance civile est écrémée et la population européenne découragée. Robert Martel parvient cependant à s'échapper et la police ne peut que constater sa disparition. Elle n'imaginait pas que le « *gros poisson* » pût s'échapper avant que le filet ne fut tendu ². Robert Martel entre alors dans la clandestinité.

Le putsch manqué d'avril 1961 ou l'échec de l'insurrection des militaires

Après la semaine des barricades, les militants du Front National Français dissous réorganisent un nouveau mouvement, le Front Algérie Française, au cours de l'année 1960.

Robert Martel, quant à lui, ne veut pas voir se renouveler les erreurs passées. Il refuse d'engager, prématurément et avec précipitation, les forces vives de l'Algérie Française dans des actions de type insurrectionnel, qui seraient de simples provocations, faciles à utiliser par le pouvoir pour écraser les dernières résistances. Il veut agir posément, calmement, avec prudence ³. La préparation à l'action doit selon lui être très minutieuse et se faire longtemps à l'avance pour avoir une efficacité maximum et éviter la pagaille dans l'action. Car il ne sert à rien de prendre le pouvoir à midi

¹ — Robert Martel attribuait la responsabilité de la fusillade à des provocateurs manipulés par le régime.

² — Cf. *La Contre-révolution en Algérie*, *ibid.*, p. 443-444.

³ — Robert Martel applique ici la doctrine catholique exprimée par saint Thomas d'Aquin, à savoir qu'il n'est pas licite de renverser des institutions ou un régime si rien de sérieux n'a été préparé et prévu, de telle sorte que la situation nouvelle deviendrait pire que la précédente. C'est-à-dire qu'il ne suffit pas que l'autorité soit réellement indigne ou dévoyée pour que la révolte soit permise. Il faut encore que cette révolte elle-même soit un vrai remède, la fin des abus, et non l'aggravation d'un mal désastreux.

pour le perdre à 14 h. Ceci dit, Robert Martel n'est pas favorable à l'inaction, bien au contraire : il estime qu'une fois qu'on a clairement vu que le moment est venu d'agir, il faut se lancer dans la bataille, sans tergiverser. Il importe alors de ne pas hésiter à avoir une stratégie offensive (au moment des barricades, alors que les civils sont armés, par exemple, Joseph Ortiz n'a pas eu le courage de les lancer à l'assaut du gouvernement général). Ce qu'il faut absolument éviter, pour Robert Martel, c'est de se faire dicter son calendrier par l'adversaire : il est vital pour la réussite de l'action au contraire de conserver le contrôle du déroulement des opérations. En outre, il ne faut pas, selon lui, engager séparément et en décalage temporel les forces civiles et les forces militaires.

Robert Martel met donc en garde ses fidèles contre le Front Algérie Française, qu'il considère comme une entreprise subversive et provocatrice montée et contrôlée par le pouvoir gaulliste pour détruire prématurément les dernières résistances civiles et militaires. Finalement le F.A.F., qui n'a pas joué le rôle escompté par le régime gaulliste, est dissous fin 1960.

Alors, de ses bases installées dans la Mitidja et le Sahel, Robert Martel, grâce à ses réseaux métropolitains, établit une liaison clandestine avec le général Salan, que De Gaulle avait muté à Paris au poste honorifique de Gouverneur militaire, dont le rôle essentiel consiste à ranimer la flamme du souvenir à l'Arc de Triomphe. Il n'ignore pas que Raoul Salan, comme d'autres officiers écartés de leur commandement, est plein d'amertume d'avoir été berné et surtout se souvient du serment prêté par l'Armée. Il n'ignore pas non plus que d'autres généraux, des colonels également, se concertent dans l'ombre, aussi bien à Paris qu'à Alger, afin de ramener la France sur la voie de l'honneur. Mais il se dit aussi que si lui, du fond de la Mitidja, sait tout cela, De Gaulle, assurément, bien mieux placé, en sait tout autant. C'est pourquoi, dans une feuille clandestine qu'il a lancée, « *La Voix du Maquis* », comme il l'avait fait pour les « barricades », il engage ses amis à la prudence envers l'action militaire qui se prépare. D'autre part, ayant su que le général Challe, qu'il tient pour un franc-maçon, prendra la tête des opérations, il estime d'avance que l'affaire n'ira pas bien loin. Pour Robert Martel, si Salan ne vient pas coiffer le putsch qui se profile, celui-ci n'a aucune chance de réussite.

Pourtant, le putsch a bien lieu le 22 avril 1961 ¹. Robert Martel sort alors de sa clandestinité, pour manifester, comme au moment des barricades, son soutien de l'action qui est désormais engagée, malgré ses réticences initiales. Il insiste auprès du colonel Gardes et du général Salan pour que l'on donne des armes aux civils, que l'on réforme les anciennes Unités Territoriales, pour encadrer la population, et que l'on constitue parallèlement

¹ — En fait, ce putsch est soigneusement préparé, tant en Algérie qu'en métropole, selon le témoignage du général Edmond JOUHAUD dans son ouvrage intitulé *Ce que je n'ai pas dit* : Sakiet, O.A.S., Evian, Paris, Fayard, 1977, 433 p., p. 183-215.

aux U.T. un mouvement civil, une sorte de chevalerie, venant renforcer leur action et intensifier la propagande en métropole. Pour lui, il faut désormais agir au grand jour et en utilisant la force. Mais le général Challe s'y oppose et refuse d'associer la population civile à l'opération des putschistes, ce qui prive ceux-ci d'un appui primordial. L'aventure ne dure finalement que quatre jours. Le 26 avril 1961 au soir, alors que les généraux, commencent à être encerclés par les unités de gendarmes mobiles mais qu'ils sont encore protégés par les parachutistes de la Légion étrangère du commandant Hélie de Saint-Marc, Robert Martel envoie un jeune homme prendre la parole par surprise du micro de Radio-Alger ; celui-ci parvient à accomplir sa mission et lance : « *Peuple d'Alger, nous sommes trahis, tous au forum !* ». La population algéroise, suspendue aux nouvelles descend alors dans la nuit, munie d'armes hétéroclites et se rend sur le forum du gouvernement général. En quelques minutes, c'est un raz-de-marée qui se presse devant les marches du gouvernement général. Le peuple d'Alger fait alors écran entre les derniers groupes de parachutistes qui protègent les généraux et les gendarmes mobiles qui progressent. Pendant ce temps Robert Martel franchit tous les barrages, puis, grim pant quatre à quatre l'escalier qui mène au PC des généraux, il fait irruption dans la pièce. Là, un spectacle navrant l'attend : Salan, debout, adossé à un mur, Jouhaud faisant les cent pas, Challe enfoncé dans un énorme fauteuil, livide et taciturne (on ne sait pas où est Zeller). D'un pas énergique, Robert Martel marche vers Salan et lui dit :

Mon général, la partie est perdue, la police encercle le bâtiment, vous le savez comme moi. Dans un moment, vous allez tous vous faire arrêter.

Le général acquiesce de la tête sans répondre. Martel poursuit :

Mon général, venez avec moi. J'ai tenu le maquis pendant plus d'une année, j'ai des amis, vous n'avez pas le droit de vous faire arrêter. On peut encore sauver l'Algérie. Venez avec moi, nous vous mettrons un manteau civil sur les épaules et nous traverserons la foule. On ne vous reconnaîtra pas.

Pour Robert Martel, il n'est pas question de se rendre avant d'avoir tiré sa dernière cartouche. Il faut au contraire s'efforcer de tenir dans la durée, car l'adversaire, malgré sa victoire parfois apparente, comme lors de la récupération du 13 mai 1958, n'a la plupart du temps pas toutes les cartes en main et le combat peut continuer si on s'en donne la peine. Les généraux ne répondent rien dans un premier temps et Martel les quitte. Mais quelques minutes plus tard, Salan et Jouhaud prennent un camion de la Légion étrangère, puis demandent à rejoindre les réseaux de Martel. Ainsi commence pour eux la période de la clandestinité ¹. Descendus dans une

¹ — Challe s'est rendu. Quant à Zeller, qui était peut-être le plus catholique des quatre généraux, et le mieux formé, il s'est éclipsé par ses propres moyens, mais faute de réseaux

première ferme des réseaux M.P. 13, les deux généraux sont désormais en sécurité. Revêtus de vêtements civils, grimés, munis de faux papiers grâce aux complicités administratives du Chouan, ils bénéficient de son réseau de guetteurs et de caches qui les mettent à l'abri de toute perquisition et les rendent insaisissables. Ce réseau sert également à d'autres officiers, des colonels, des capitaines, qui rejoignent Salan dans la résistance.

L'ambiguïté de l'O.A.S.

C'est dans ce contexte de clandestinité que se développe l'Organisation Armée Secrète. Celle-ci s'était constituée avant le putsch, au début de l'année 1961, en Espagne, autour des anciens chefs du F.N.F. en exil : La-gaillarde, Ortiz, Susini. Elle prend rapidement de l'ampleur à partir du mois de mai 1961 ¹, en Algérie, mais aussi en France métropolitaine.

L'O.A.S. obtient quelques succès : actions de propagande à travers des émissions radio pirates, des campagnes d'affichage. Elle représente rapidement, en quelques mois, 95 % de la population européenne selon le général Jouhaud, et une grande partie de l'Armée de métier : parachutistes et légionnaires lui sont très favorables et sont en contact réguliers avec elle.

Que penser de l'O.A.S. dans son ensemble ? Voici ce qu'en dit le colonel Chateau-Jobert ² :

L'OAS était-elle contrerévolutionnaire ? NON. Certes, à l'échelon du commandement, les tendances idéologiques du général Salan et la formation du colonel Gardes l'orientaient instinctivement dans le sens contrerévolutionnaire. A son actif, il faut également noter son sens patriotique, sa notion légitime de la défense des personnes et des biens, son souci de protéger les musulmans fidèles à la France. Indubitablement elle avait une tendance contrerévolutionnaire par l'intuition d'une réaction nécessaire contre les agissements révolutionnaires du pouvoir gaulliste. Mais il lui a manqué, dans son ensemble, de brandir une doctrine qui aurait élevé le combat en lui dictant ses fins les plus élevées : parlons, si l'on veut, simplement du maintien sur la terre africaine des valeurs de la civilisation chrétienne – celle qui découle de l'enseignement du Christ ; et, la doctrine ainsi précisée, les éléments douteux de l'OAS s'en seraient d'eux-mêmes désolidarisés puisque cette cause n'était pas la leur ; ni, surtout, celle de ce garçon intelligent qui hésitait entre le marxisme et le nazisme dans son choix du

au sein de la population, il se rend quelques jours après aux forces de l'ordre. Martel, qui ne le connaissait pas, a commis l'erreur de ne pas l'avoir recueilli, ce qu'il regrettera plus tard.

¹ — Sur l'O.A.S., la synthèse la plus récente est celle d'Olivier DARD, *Voyage au cœur de l'O.A.S.*, *ibid.*

² — Le colonel Pierre Chateau-Jobert, dit « Conan », né en Bretagne, à Morlaix, est le créateur de l'école de parachutisme de Lannion. Affecté en Indochine, puis en Algérie, il est au Niger quand se déclenche le putsch.

tremplin qui lui offrirait le plus de chances d'une brillante carrière politique [Chateau-Jobert parle de Susini] ¹.

En fait, deux groupes coexistent au sein de l'O.A.S. et, entre ces deux groupes, un certain nombre de personnalités hésitent sur la direction à prendre, notamment Salan, Jouhaud, Gardes.

D'une part, on trouve les partisans d'une ligne révolutionnaire, avec Goudard et Susini, ces derniers préconisant l'action directe calquée sur les méthodes communistes du F.L.N. Ces méthodes, contraires au Décalogue, sont les attentats qui tuent des innocents : Susini préconisait en particulier à partir de mars 1962 une politique d'exactions devant terroriser les musulmans ².

D'autre part, se distinguent les partisans du combat contre-révolutionnaire, qui rejettent la violence aveugle, avec Robert Martel, Claude Mouton, le colonel Chateau-Jobert et les anciens militants du M.P. ¹³. Les réseaux de Robert Martel se trouvent de fait intégrés à l'O.A.S. dont ils constituent l'aile contre-révolutionnaire : les premiers tracts O.A.S. qui partent du maquis, signés Raoul Salan, sont en fait écrits par Robert Martel ; on les reconnaît à leur style et parce qu'ils parlent de Dieu. Ces contre-révolutionnaires sont cependant trop peu nombreux au sein de l'O.A.S. pour parvenir à isoler et neutraliser les éléments révolutionnaires. Ils s'efforcent simplement de convaincre les éléments hésitants quant à l'action à mener, mais sans résultats probants.

De plus, une certaine indécision existe chez les chefs militaires, quant aux buts politiques à poursuivre. Deux options s'offrent aux Européens d'Algérie : la prise de pouvoir en Algérie et en France conjointement (c'est le scénario retenu en 1958, 1960 et 1961) ou bien un repli stratégique final sur un réduit français à Oran. Cette option aurait peut-être été réalisable, mais elle supposait un plan d'action, une concentration des forces « *Algérie française* » dans cette région, c'est-à-dire le regroupement des Pieds-Noirs et des musulmans fidèles à la France et l'acceptation par beaucoup de l'abandon de leurs maisons et propriétés, et il aurait fallu la préparer longtemps à l'avance, comme un plan B, de secours. Une plate-forme territoriale en Oranie, à la manière des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, est envisagée par le général Edmond Jouhaud et par l'O.A.S.-Oran de Gardy, mais seulement dans les derniers mois de la lutte. De fait, à Oran, *intra muros*, les Européens sont majoritaires jusqu'au début de 1962. Cependant, ce n'est pas parce qu'on est dans un bastion que l'on est certain d'être protégé de l'ennemi, comme l'explique Claude Mouton dans l'introduction de son ouvrage *Notre-Dame de l'Atlas*. Par ailleurs, sur le plan strictement matériel, toutes les ressources gazières et pétrolières sont situées dans le Sahara, trop

¹ — Colonel CHÂTEAU-JOBERT, *Feux et lumières sur ma trace, ibid.*, p. 292.

² — Ces méthodes provoquent instinctivement au sein de la population un sentiment d'horreur et de rejet de ceux qui les commettent. Elles sont donc, outre leur immoralité intrinsèque, parfaitement contre-productives.

isolé et éloigné pour pouvoir être conservé et défendu. L'Algérie forme un tout, sur les plans géographique et stratégique.

La préparation de nouveaux coups de force contrerévolutionnaires

Pour Robert Martel, il faut préparer un nouveau putsch, mais un putsch clair et net, animé d'une doctrine contrerévolutionnaire, proclamée bien hautement dès les premiers succès dus à l'effet de surprise, et appuyé par des civils armés. En effet, malgré les purges opérées par De Gaulle dans l'Armée, des officiers favorables à l'Algérie française sont encore en place, soit parce qu'ils sont restés prudemment en dehors du coup de force d'avril 1961, parce qu'ils l'estimaient prématuré, soit parce que leurs unités étaient dans le djebel, occupées à combattre le F.L.N. ou à protéger les populations musulmanes fidèles, loin de l'agitation des villes. Sans doute ne sont-ils qu'une minorité. Mais les minorités quand elles sont bien organisées, discrètes, équipées, non noyautées, et surtout armées de la ferme volonté – qui avait manqué jusqu'ici –, peuvent beaucoup.

Ainsi, en mai 1961, un putsch est envisagé à partir de la base aérienne de Boufarik, mais l'interférence des réseaux de Jean-Jacques Susini avec ceux de Robert Martel provoque l'arrestation d'éléments sains de l'Armée.

Puis, le choix imprudent de Salan et de Jouhaud de rejoindre l'O.A.S. subversive dans les villes d'Alger et d'Oran, malgré les avertissements de Robert Martel, aboutit à l'arrestation des deux généraux, dont la réputation a été ternie par des attentats aveugles qu'ils n'avaient pas commandités.

En 1962, un putsch de la dernière chance est préparé par le colonel Chateau-Jobert, arrivé clandestinement en Algérie et nommé par Salan, avant son arrestation, responsable de l'O.A.S. pour l'ensemble du Constantinois à la fin janvier 1962, avec carte blanche pour agir. Là-bas, des troupes de parachutistes au sein desquelles le colonel dispose d'un grand prestige, sont susceptibles de le suivre. Claude Mouton, qui connaît bien cette région pour y être implanté, prend contact avec le colonel et celui-ci demande à Robert Martel de le rejoindre. Bien que la densité de la population européenne soit moins forte que dans l'Algérois, celui-ci peut, comme il l'avait toujours fait, s'établir dans la campagne, aux abords du port de Philippeville, à proximité de camps militaires.

La supériorité de Chateau-Jobert sur ses condisciples de l'Armée tient au fait que cet officier s'intéresse à la Contrerévolution et qu'il n'a pas négligé de faire une retraite spirituelle à Chabeuil. Il a donc une certaine connaissance de la Contre-Église, grâce aux C.P.C.R. et à Jean Ousset, donc il sait où il va et il est en partie à l'abri des manipulations. Ces qualités manquaient aux chefs de l'O.A.S., au général Salan en particulier.

Le colonel Chateau-Jobert est un vrai chef, qui sait se faire apprécier de ses hommes. Il écrit ainsi :

Pour bien commander les hommes, il faut les aimer, ce qui signifie leur apporter quelque chose de bon, et, si possible, de beau ; s'intéresser réellement à eux, à leurs proches, leur rendre non seulement la vie et le travail plus faciles, mais aussi leur donner la possibilité de s'accomplir dans un épanouissement de leurs qualités et de leurs responsabilités, dans une élévation de leurs esprits et de leurs aspirations ¹.

Il sait s'entourer d'hommes compétents, et leur donner un vrai pouvoir, en termes de moyens financiers et humains, pour qu'ils puissent agir. Il délègue les tâches de détail pour ne pas être submergé et met au travail ses subordonnés en leur donnant une tâche claire, adaptée à leurs compétences. Il écrit à ce propos :

J'ai toujours voulu associer mes hommes à mon commandement. J'étais le chef, mais mon désir était qu'ils le fussent aussi. Le rôle du chef n'est pas, dans l'essentiel, d'être le personnage irremplaçable, hors duquel plus rien ne marche : c'est de susciter d'autres chefs qui puissent faire comme lui-même aurait fait, et si possible, mieux encore ².

De fait, lorsque Salan et Jouhaud sont arrêtés, Chateau-Jobert parvient à poursuivre sa mission dans le Constantinois.

Mais, le 17 juin 1962, la radio annonce que des contacts ont lieu entre l'O.A.S. et le F.L.N. dans le but d'obtenir la survie de la communauté française dans l'Algérie indépendante. Il s'agit en fait d'une initiative de Susini. La presse parle des accords « *Susini-Mostefai* » du Rocher Noir. Chez les Pieds-Noirs et dans l'armée, c'est la consternation, car ces prétendus accords détruisent les motivations des unités militaires, et le moral des Européens d'Algérie. L'O.A.S.-Oran dirigée par le général Gardy et l'O.A.S.-Constantine, dirigée par le colonel Chateau-Jobert ne suivent pas. Ces pseudo-accords sans aucune consistance réelle précipitent l'exode massif et désespéré des Pieds-Noirs. Le désespoir des civils qui fuient en masse (et qui sont mal accueillis en France, à Marseille notamment, par les pouvoirs publics), conduit de façon logique les militaires à refuser de s'engager dans une aventure sans lendemain. Il ne reste plus désormais qu'à essayer pour chacun de sauver quelques biens avant la date fatidique du 2 juillet 1962 - indépendance de l'Algérie. La situation pour les musulmans fidèles à la France est encore plus angoissante.

Finalement les commandos O.A.S. fuient en direction de l'Espagne fin juin, abandonnant la population civile qui n'a pas encore pu partir, notamment à Oran, où d'affreux massacres d'Européens sans protection ont

1 — Colonel CHATEAU-JOBERT, *Feux et lumières sur ma trace, ibid.*, p. 342.

2 — *Ibid.*, p. 342.

lieu le 5 juillet ¹, suivis de l'enlèvement de plusieurs milliers de civils et militaires et du massacre de près de 80 000 Harkis. Qui pouvait croire que le loup F.L.N. allait se muer en agneau lors de l'indépendance ?

Conclusion

Un ancien chef du F.L.N., Hocine Aït Ahmed, en exil en Suisse, reconnaissait à la fin de sa vie : « *Du temps de la France, l'Algérie, c'était le paradis* » (cité par *Rivarol* n°3217 du 7 janvier 2016, p. 3). Si l'Algérie était restée française, l'immigration se serait faite non de l'Algérie vers la France, mais de la France vers l'Algérie. En effet, le maintien de la souveraineté française aurait garanti une certaine stabilité et une certaine sécurité, attractive pour les entreprises du continent. De plus, la mise en valeur des immenses ressources en gaz naturel et en pétrole du Sahara sous le contrôle de l'État français se serait faite au profit de tous et aurait généré une véritable prospérité économique du territoire algérien, créant des emplois sur place. Il est révélateur de lire dans *Le Monde* du 5 juillet 2002, à propos du 40^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie : « Est-ce qu'on aurait mieux fait de rester français ? [...] Beaucoup de jeunes n'hésitent pas à poser cette question sacrilège ». L'identité berbère aurait sans doute été aussi mieux respectée. Ces aveux constituent une victoire a posteriori du camp de l'Algérie française en général et des contrerévolutionnaires en particulier.

On peut dire que Robert Martel et ses amis sont parvenus à éviter les pièges de la subversion d'une manière simple : en étant catholiques, intégralement, sans concessions vis-à-vis du monde. Leur foi catholique leur a permis de garder la charité et d'éviter les pièges de l'action directe, de l'opposition frontale entre les communautés, leur conscience du combat des deux étendards leur a permis de ne pas tomber non plus dans le piège de l'angélisme : ils savaient qu'ils allaient avoir à faire face à la médisance, à la calomnie, à de grossières manipulations, donc ils s'y étaient préparés et étaient prudents comme des serpents et souples comme des colombes, selon les paroles de Notre-Seigneur à ses disciples. Par ailleurs leur confiance en la divine Providence leur donnait aussi la force de supporter avec patience les efforts du pouvoir gaulliste pour casser le moral des populations civiles et militaires et aussi l'audace nécessaire le moment venu : pour prendre d'assaut le gouvernement général le 13 mai 1958, pour tenter de mener jusqu'à une véritable insurrection les barricades en janvier 1960,

¹ — Lire à ce sujet Guillaume ZELLER, *Oran, 5 juillet 1962, un massacre oublié*, Tallandier, 2012, 222 p. Voir aussi Jean MONNERET, *La tragédie dissimulée, Oran, 5 juillet 1962, Document*, Paris, Editions Michalon, 2006, 190 p. Lire surtout les terribles témoignages du pilote d'hélicoptère du général Katz, d'un ancien appelé corse, du père Laparre de Saint-Sernin et du lieutenant Rabah Khelif publiés dans la revue *Ensemble* n°297 de septembre 2015.

pour sauver les généraux putschistes démoralisés dans la soirée du 26 avril 1961, pour préparer un nouveau coup de force, malgré toutes les embûches du F.L.N., des barbouzes gaullistes ¹, ou des agents subversifs infiltrés au sein de la mouvance Algérie Française².

Leur échec s'explique par des causes matérielles : les insurrections séparées des civils et des militaires, le nombre insuffisant de cadres formés à la doctrine et, en même temps, prêts à l'action ³. Concernant ce dernier point, un certain nombre de leçons ont été tirées par le colonel Château-Jobert, dans *Feux et lumières sur ma trace, Doctrine d'action contrerévolutionnaire* et *La confrontation Révolution/Contrerévolution* ⁴.

Mais cet échec s'explique également par des causes spirituelles, comme par exemple l'absence d'efforts réels de la part des civils Pieds-Noirs pour convertir au catholicisme les Arabes et les Kabyles fidèles à la France, qui auraient pu être une force décisive (d'après Edmond Jouhaud 60 % des Arabes et des Kabyles étaient favorables à l'O.A.S., soit environ 6 millions de personnes) : seuls s'en préoccupèrent certains clercs, comme le père Avril et quelques militaires catholiques des Sections Administratives Spéciales et des Sections Administratives Urbaines, fermes sur la doctrine, et animés d'un grand zèle apostolique, qui s'efforçaient en cela de mettre en œuvre les conseils du père de Foucault le 21 septembre 1912 :

Priez pour tous les musulmans de notre empire nord-ouest africain, maintenant si vaste. L'heure présente est grave pour leurs âmes comme pour la France. Depuis 80 ans qu'Alger est à nous, on s'est si peu occupé du salut des musulmans qu'on peut dire qu'on ne s'en est pas occupé. Si les chrétiens de France ne comprennent pas qu'il est de leur devoir d'évangéliser leurs colonies, c'est une faute dont ils rendront compte, et ce sera la perte d'une foule d'âmes qui au-

1 — Des partisans de De Gaulle ont toujours été présents lors des tentatives d'insurrection : en 1958, Delbecque fait crier : « Vive De Gaulle » à Salan désarmé, Neuwirth prend en main le Comité de Salut Public et en écarte les contrerévolutionnaires. En 1960, les partisans de l'Algérie Française mettent leurs espoirs dans le général Massu, qui refuse d'engager l'armée dans l'insurrection. Lors du putsch d'avril 1961, il y avait un poste émetteur qui fonctionnait sans arrêt en direction de Paris pour renseigner le gouvernement sur tout ce qui se disait dans le bureau des généraux. Le 26 avril au soir lorsque le général Salan prend la parole au micro du balcon du gouvernement général, sa voix ne retentit pas dans les haut-parleurs, car les fils des micros ont été coupés par des mains mystérieuses.

2 — En 1962, le camp retranché de Bab-el-Oued et la manifestation de la rue d'Isly furent des provocations inutiles, lancées par Susini.

3 — Il est indispensable de bien savoir pourquoi on se bat, quels sont les buts de l'action engagée ; mais aussi comment se battre. Concernant ce dernier point, il faut avoir une certaine expérience de l'affrontement avec l'adversaire et du gouvernement de petits bastions de chrétienté : de fait, seuls les militaires des S.A.S. et des S.A.U. avaient cette expérience.

4 — Dans cet ouvrage écrit pour des civils, le colonel Château-Jobert expose sa doctrine militaire en cas d'invasion du territoire par des forces armées ennemies ou en cas de persécution révolutionnaire. Cet ouvrage n'est pas un ouvrage pour temps de paix, mais pour temps de guerre. L'auteur explique en effet la manière de se préparer à passer, sans précipitation, de la résistance morale actuelle à une véritable résistance physique.

raient pu être sauvées. Si la France n'administre pas mieux les indigènes de sa colonie qu'elle ne l'a fait, elle la perdra, et ce sera un recul de ces peuples vers la barbarie, avec perte d'espoir de christianisation pour longtemps ¹.

La dévotion mariale des laïcs « Algérie française » fut aussi peut-être insuffisante. Dans *Notre-Dame de l'Atlas*, Claude Mouton insistera sur l'importance de cette dévotion mariale, car Marie protège ceux qui se confient en elle, Marie élève l'âme vers le Beau, et la maintient dans l'Espérance. Sans elle, on ne peut rien, avec elle, tout devient possible. Et la conversion des musulmans doit passer par Marie ².

Le grand mérite des contrerévolutionnaires en Algérie demeure malgré tout de s'être souvenus que le combat politique est vain s'il n'est pas dirigé vers Dieu comme vers sa fin ultime, comme le souligne le Psaume 126 : « *Nisi Dominus aedificaverit domum, in vanum laboraverunt qui aedificant eam. Nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam* ».

Sources

1. Ouvrages écrits par des contrerévolutionnaires ayant vécu dans l'Algérie Française :

- Père Maurice AVRIL, *La XII^e Croisade*, Salérans, 1990, 201 p.
Le drame des Harkis et la nécessaire évangélisation des musulmans.
- Colonel Pierre CHATEAU-JOBERT, *Feux et lumières sur ma trace, faits de guerre et de paix*, Paris, Presses de la Cité, 1978, 350 p.
Autobiographie d'un officier de l'armée française ayant servi en Indochine et responsable de l'O.A.S. sur le Constantinois de janvier à juin 1962.
- Claude MOUTON :
 - *La Contrerévolution en Algérie, le combat de Robert Martel et de ses amis*, Chiré-en-Montreuil, DPF, 1972, 675 p.
Témoignage et réflexions d'un acteur majeur du combat contrerévolutionnaire pour l'Algérie française, proche de Robert Martel.
 - *Robert Martel. Un exemple de combat contrerévolutionnaire contemporain*. Argenteuil, Civitas, 2009, 32 p.
Excellent résumé du précédent livre. Claude Mouton tire des enseignements de cette expérience politique qu'il a vécue.

¹ — Certes, on note actuellement des conversions de musulmans en Algérie et en France, comme le prouve le livre de Nadia PICCARD : *Et elle s'est emparée du Royaume, de l'Islam au Christ : récit d'une conversion* (Paris, Téqui, 2014, 159 p.), notamment chez les Kabyles. Mais la conversion massive et générale n'est pas en vue pour le moment, car la grande masse des musulmans est attentiste, par peur, et surtout parce qu'elle méprise la France d'aujourd'hui, en raison de la laïcité.

² — Lire à ce sujet de Francis TOMMY-MARTIN, *La Vierge Marie devant l'Islam*, tiré-à-part de l'AFS.

- *Conte d'un clandestin*, Saint-Cénéry, Ed. Saint-Michel, 1971, 124 p.
La vie de Claude Mouton après l'indépendance algérienne.

- *Notre-Dame de l'Atlas*, Saint-Laurent-sur-Sèvre, Publication M.C., 1985, 228 p.

Le préalable indispensable à tout engagement d'ordre politique du catholique est une réforme de vie personnelle, sans laquelle tout le reste est vain et inefficace. Cette réforme de vie spirituelle et morale s'effectue peu à peu, grâce à la lecture d'ouvrages de doctrine chrétienne, à la vie sacramentelle, à des retraites spirituelles, par la récitation du chapelet, la méditation quotidienne et des efforts pour vivre de plus en plus vertueusement, notamment par la réalisation de son devoir d'état familial et professionnel, comme l'a compris dans la clandestinité Claude Mouton.

- *De l'Algérie française à l'expiation*, Pierre Delhomme, Chiré-en-Montreuil, Editions de Chiré, 2003, 133 p

La vie d'un militaire « Algérie française » devenu par la grâce de Dieu Chevalier de Notre-Dame (il fut adoubé par M^{gr} Lefebvre en 1975).

2. Témoignages de militaires engagés dans la défense de l'Algérie Française

– Général Edmond JOUHAUD, *Ce que je n'ai pas dit : Sakiet, O.A.S., Evian*, Paris, Fayard, 1977, 433 p.

Témoignage et réflexions d'un des quatre généraux putschistes, Pied-Noir d'origine.

– Colonel Roger TRINQUIER. *Le coup d'État du 13 mai*. Paris, L'Esprit Nouveau, 1962, 269 p.

L'auteur de ce livre, bien que farouchement anti-gaulliste, n'est pas contrerévolutionnaire : il utilise le terme de « Révolution » en lui donnant une connotation positive, au sens de changement total. Néanmoins, son témoignage est intéressant d'un point de vue historique.

3. Synthèses historiques

– Olivier DARD (Professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne), *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2007, Réed. 2010, 533 p., Coll. « Tempus ».

La synthèse la plus récente, très complète. Ce travail de chercheur universitaire ne se limite pas à l'O.A.S. au sens strict, mais s'étend à toute la guerre d'Algérie et à ses développements ultérieurs, en métropole.



LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !